



NOTE DE SYNTHÈSE  
MAI 2021

ARMES EXPLOSIVES

# L'utilisation des armes explosives en zones peuplées – il est temps d'agir



## Les armes explosives à large rayon d'impact: de quoi parle-t-on?

**Les armes explosives** désignent les armes conventionnelles qui sont activées par la détonation d'une substance hautement explosive créant un effet de souffle, de chaleur et de fragmentation, comme les bombes aériennes, les obus d'artillerie, les obus de mortier, les grenades ou les engins explosifs improvisés (EEI)<sup>(1)</sup>. Ces armes tuent et blessent des personnes, endommagent des bâtiments ainsi que d'autres infrastructures dans la zone où elles explosent.

L'utilisation d'armes explosives est particulièrement dévastatrice pour la population civile dans une zone peuplée, lorsqu'elles ont un "large rayon d'impact" : c'est-à-dire un grand rayon de destruction. Ce large rayon d'impact résulte de trois caractéristiques des armes explosives : un large effet de souffle et de fragmentation (ex : bombes de gros calibre, missiles de forte puissance) ; la pratique fréquente consistant à larguer simultanément de multiples munitions explosives sur une même zone (ex: systèmes de roquettes à lancement multiple) ; et le manque de précision des systèmes de lancement (ex: armes à tir indirect non guidé, y compris artillerie et mortiers).

## Un lourd bilan pour les civils



Syrie/Kobané © Ph. Houliat / Humanité & Inclusion

L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, en particulier celles à large rayon d'impact, constitue une menace majeure pour la population civile, tant à court qu'à long terme.

**Impact direct sur les personnes** - Les armes explosives provoquent souvent des blessures mortelles ou qui changent la vie des personnes touchées. Selon une étude menée par Humanité & Inclusion parmi les réfugiés syriens et les personnes déplacées internes en Syrie et dans les pays voisins en 2016<sup>(3)</sup>, 53% des personnes présentant de nouvelles blessures résultant de la crise ont été blessés par des armes explosives, dont:

- 47% souffraient de fractures ou de fractures complexes,
- 15% avaient subi une amputation,
- 10% souffraient de lésions des nerfs périphériques,
- 5% souffraient de lésions de la moelle épinière.

En outre, les bombardements peuvent également avoir un fort impact psychologique et psychosocial. De plus, l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées oblige souvent la population à fuir les zones touchées, ce qui la rend encore plus vulnérable en période de conflit.

**Les effets dominos sur les infrastructures civiles** - L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées entraîne la destruction non seulement des habitations des populations mais aussi des infrastructures essentielles: hôpitaux, écoles, systèmes d'eau et d'assainissement, centrales électriques, etc. En 2019, au Yémen, seuls 51% des établissements de santé fonctionnaient encore<sup>(4)</sup>. Face à ces destructions, couplées à un manque d'accès aux services de base, les civils sont souvent contraints de quitter leur communauté d'origine pendant de longues périodes. La destruction des routes, rendues inaccessibles, rend l'acheminement de l'aide humanitaire compliqué et compromet l'accès aux services de base, tel que l'accès à l'alimentation. Ainsi, au-delà des personnes et des zones directement touchées par les bombardements et les pilonnages, c'est tout le système d'une région ou d'un pays qui peut être affecté.

**Un obstacle à la reconstruction post-conflit** - Les munitions non explosées représentent un danger durable pour la population civile, l'empêchant souvent de rentrer chez elle après le conflit. Après la reconquête de Mossoul en juillet 2017, 57% des personnes déplacées internes originaires du Ninewa ne prévoyaient pas de retourner dans leur région d'origine. Parmi elles, 22% ont cité la présence d'engins explosifs improvisés et de restes explosifs de guerre (activés par les victimes) comme principale raison à la non-planification de leur retour<sup>(5)</sup>. De plus, la destruction des maisons et des autres infrastructures les empêche de retrouver une vie normale, les services de base étant inaccessibles.

## CHIFFRES CLÉS <sup>(2)</sup>

Entre 2011 et 2018, on rapporte près de 309 044 personnes mortes ou blessées dans le monde, en raison de l'utilisation d'armes explosives:

- 75% de ces victimes étaient des civils.
- Lorsque des armes explosives sont utilisées dans des zones peuplées, plus de 90% des victimes identifiées sont des civils.
- Des victimes ont été recensées dans 119 pays et territoires différents. Les pays les plus touchés sont la Syrie (67 263 victimes civiles), l'Irak (55 444), l'Afghanistan (20 309), le Pakistan (19 308) et le Yémen (14 617).

Références <sup>(1)</sup>CICR, "Report of the Experts Meeting: Use of Explosive Weapons in Populated Areas. Humanitarian, legal, technical and military aspects", 2015 | <sup>(2)</sup> Action On Armed Violence | <sup>(3)</sup> Humanité & Inclusion, "Syrie, un avenir mutilé. Focus sur les personnes blessées par des armes explosives", 2016 | <sup>(4)</sup> OCHA, 2019, Aperçu des besoins humanitaires au Yémen | <sup>(5)</sup> Humanité & Inclusion, "Explosive hazards: another fear for the population in Mosul", 2018.

# Une déclaration politique internationale pour protéger les civils

Le droit international humanitaire (DIH) définit les normes juridiques régissant le comportement des parties à un conflit armé, qui doivent être appliquées même dans les circonstances les plus désespérées. En vertu du DIH, les attaques directes contre les civils et les biens de caractère civil sont interdites, les attaques indiscriminées et disproportionnées sont également prohibées et les parties à un conflit armé sont tenues de prendre « toutes les précautions pratiquement possibles lors de l'attaque en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum » tout dommage causé à la population civile.

Il existe toutefois des limites à l'étendue de la protection que le DIH peut offrir aux civils contre l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées. Le DIH guide les États afin de prévenir les décès et blessures directs de civils lors d'attaques spécifiques, mais il ne traite pas des effets indirects et à long terme que l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées entraîne sur la population civile. En outre, compte tenu de la forte probabilité que les effets de ces armes explosives s'étendent au-delà de la cible militaire spécifique ou se produisent en dehors de celle-ci, leur utilisation est souvent en contradiction avec le DIH qui exige des parties attaquantes qu'elles prennent les précautions nécessaires pour éviter que les civils ne subissent des dommages importants. Les États doivent donc adopter des politiques et préciser les règles relatives à l'utilisation de ces armes en zones peuplées, dans le seul but de respecter leurs engagements en matière de protection des civils.

Pour Humanité & Inclusion, éviter l'usage d'armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées correspond à l'approche politique la plus pertinente afin de réduire les dommages et l'impact des armes aux effets indiscriminés. Dans cette optique, Humanité & Inclusion soutient la dynamique internationale et le processus diplomatique officiel lancé en octobre 2019 en vue d'élaborer une déclaration politique visant à réduire les conséquences humanitaires de l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, et à accroître la protection des civils vivant dans des contextes de conflits armés.

## Large mobilisation de la communauté internationale

- **112 États et territoires, 6 groupements d'États, le Secrétaire Général des Nations Unies ainsi que plusieurs agences des Nations unies, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Union européenne** ont officiellement reconnu les conséquences humanitaires des armes explosives en zones peuplées<sup>(6)</sup>.
- En 2017, 19 États africains et, en 2018, 23 États d'Amérique Latine et des Caraïbes adoptent respectivement **le communiqué de Maputo et le communiqué de Santiago**, qui soutiennent tous deux la nécessité d'élaborer une déclaration politique internationale et appellent à un engagement fort pour "éviter l'usage des armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplées".
- Le processus de négociation internationale est officiellement lancé en octobre 2019 à Vienne et est accueilli par **83 États qui se déclarent prêts à travailler et négocier sur un texte de déclaration politique**. Par la suite, l'Irlande organise trois cycles de consultations informelles. Un dernier cycle de consultations sera organisé durant l'été 2021 avant la signature de la déclaration politique.
- Le Réseau International sur les Armes Explosives (INEW), co-fondé par Humanité & Inclusion en 2011, regroupe 43 ONG internationales appelant à des actions concrètes pour prévenir les souffrances humaines causées par l'usage des armes explosives en zones peuplées.

– Peter Maurer, Président du CICR & Antonio Guterres, Secrétaire Général des NU (2019):

"Préoccupés par les conséquences dévastatrices des guerres urbaines sur le plan humanitaire", ils ont conjointement lancé un appel « aux États et toutes les parties aux conflits armés à éviter d'employer des armes explosives à large rayon d'impact dans les zones habitées. (...) Les parties aux conflits doivent reconnaître que l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact dans des villes, des villages et des camps de réfugiés expose les civils à un risque élevé de dommages indiscriminés ».

– Ban Ki-Moon, ancien Secrétaire-Général des NU (2016):

"Ce carnage d'innocents ne doit pas continuer... Nous devons aller vers des engagements politiques fermes pour éviter l'utilisation d'armes explosives en zones peuplées, conformément au DIH qui est si souvent bafoué".

## Recommandations

Humanité & Inclusion appelle les États à:

- **Répondre à l'appel conjoint du Secrétaire Général des Nations Unies et du CICR selon lequel les États devraient "éviter l'usage des armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées".**
- **Soutenir le développement de la déclaration politique internationale visant à réduire les dommages causés par l'usage d'armes explosives en évitant l'utilisation d'armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées, et en fournissant un cadre pour l'assistance aux victimes d'armes explosives.**
- **Reconnaître les effets directs de l'utilisation des armes explosives, ainsi que les effets indirects et dominos, qui causent de graves dommages aux individus et aux communautés et dévastent les dimensions économiques, sanitaires et sociales d'une société.**
- **Assurer un accès humanitaire rapide et sans entrave, garantir les droits des personnes grièvement blessées, des survivants, des familles et des communautés touchées par les armes explosives en zones peuplées, et veiller à ce qu'ils reçoivent une assistance adéquate basée sur leurs besoins.**
- **Partager les politiques et pratiques militaires afin de mieux protéger les civils, ainsi que collecter et partager des données ventilées par sexe, âge et handicap.**

### Pour en savoir plus:

Humanité & Inclusion, "Sur liste d'attente. Répondre aux besoins immédiats et à long terme des victimes d'armes explosives en Syrie", septembre 2019, "Des civils condamnés à mort: impact durable des armes explosives dans les zones peuplées au Yémen", mai 2020 | PAX and Airwars, "Seeing through the rubble. The civilian impact of the use of explosive weapons in the fight against ISIS", 2020 | INEW, "Explosive Weapons and the Protection of Civilians", janvier 2015 | Human Rights Watch, "Deadly Cargo: Explosive weapons in populated areas", janvier 2015 | CICR, "Report of the Experts Meeting: Use of Explosive Weapons in Populated Areas, Consideration of the issue from a humanitarian, legal, technical and military perspective", février 2015 | OCHA, "Compilation of military policy and practice: reducing the humanitarian impact of the use of explosive weapons in populated areas", août 2017.

Références <sup>(6)</sup> Liste issue du site internet d'INEW: <http://www.inew.org/political-response/>